

La représentation de la Chine aux Nations Unies

DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
L'HONORABLE PAUL MARTIN, 17 NOVEMBRE 1965

L'ASSEMBLÉE générale a de nouveau étudié la question de la représentation de la Chine. Une fois de plus elle a décidé de ne pas accorder de siège aux Nations Unies aux représentants du Gouvernement de la Chine communiste, si le prix doit en être l'expulsion des représentants du Gouvernement de la République de Chine. Le Canada aurait été heureux de voir la Chine communiste siéger au sein de l'Organisation mondiale si Pékin avait rendu la chose possible. Si cela ne s'est pas produit, c'est parce que Pékin a mis à sa participation un prix qui n'est pas acceptable. Le Gouvernement du Canada estime que ce n'est pas aux Nations Unies à se conformer aux vues d'un seul État, quelles que soient sa puissance ou sa population, mais plutôt à la Chine communiste à se conformer à celles de l'ONU. Le Canada regrette qu'à l'heure actuelle la Chine communiste ne semble pas disposée à le faire.

Inquiétude grandissante

C'est dans le contexte d'une inquiétude grandissante en face des buts et de la politique du Gouvernement de la Chine communiste que le vote a été pris cette année. Plusieurs pays d'Afrique et d'Asie s'inquiètent des circonstances dans lesquelles la Chine communiste les a forcés à ajourner la Conférence afro-asiatique lorsqu'elle a vu qu'elle ne pourrait la dominer. On s'inquiète de l'attitude de la Chine communiste à l'égard des événements qui sont survenus récemment en Indonésie. On s'inquiète de l'opposition ouverte du Gouvernement de la Chine communiste à toute forme de négociation dans le cas de la situation au Vietnam. On s'inquiète aussi de la doctrine de la révolution armée, doctrine qu'a réaffirmé tout récemment le Gouvernement de la Chine communiste et dont aucun gouvernement, quel que soit son statut, n'est apparemment à l'abri.

Ces mesures et ces attitudes de la Chine communiste ont porté certains pays à conclure que ce pays ne saurait devenir membre des Nations Unies. L'attitude même du Gouvernement de la Chine communiste, qui a attaqué et tenté de discréditer l'Organisation des Nations Unies au point de préconiser la création d'une organisation mondiale rivale, est venue donner des arguments à l'opposition de certains pays. D'autres pays, par contre, jugent que les récents développements de la politique du Gouvernement de Pékin rendent encore plus manifeste la nécessité d'établir les liens entre les représentants de ce gouvernement et la communauté internationale que représentent les Nations Unies et leurs institutions.

Nous du Canada avons toujours appuyé le principe de l'universalité des Na